

Autorisation de voirie n° 231124
portant permis de stationnement

RUELLE DES PÂTISSIERS

Monsieur le Maire,
 VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6
 VU le Code général de la propriété des personnes publiques
 VU le Code de la voirie routière
 VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)
 VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales
 VU la délibération instaurant les redevances municipales du 31 mars 2023
 VU l'arrêté 433/2020 - Délégation de signature à Monsieur MAQUIN
 VU la demande en date du 03/07/2024 par laquelle Mme BRETON Dominique demeurant 6 ruelle des Pâtisiers 95400 VILLIERS-LE-BEL demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :
 - stationnement de véhicule de déménagement camion de déménagement RUELLE DES PÂTISSIERS

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire (Mme BRETON Dominique) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

RUELLE DES PÂTISSIERS

- le 13/07/2024, 8h00 à 18h00, stationnement de véhicule de déménagement camion de déménagement sur 5 places de stationnement sur le parking face au n°6
 - Linéaire occupé en mètres : 15 mètre(s)

Article 2 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
 Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.
 Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.
 Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
 Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.
 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités	Montant
Redevance d'occupation	le 13/07/2024	Le 13/07/2024	RUELLE DES PÂTISSIERS	stationnement de véhicule de déménagement camion de déménagement	Déménagement	54,89	par j	1	54,89
Sous-total									54,89
Montant total									

Article 4 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

Article 5 - Remise en état des lieux

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article 6 - Validité, renouvellement et remise en état

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Villiers-le-Bel, le 08/07/2024
Pour le Maire,
pour Monsieur le Maire

Maurice MAQUIN

Pour le Maire
L'Adjoint délégué
Maurice MAQUIN



DIFFUSION :

Police Municipale
La Police Nationale
SDIS DU VAL D'OISE
Les Services Techniques
le SIGIDURS

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.